



No de résolution
ou annotation

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE PACKINGTON

Réunion régulière du Conseil municipal de la paroisse de Packington, tenue en Zoom et enregistré, mardi le 18 janvier 2022 à 19h30 à laquelle étaient présents:

Madame et messieurs Guillaume Morin, Jean-Noël Moreau, Sébastien Thériault Yves Lebel Linda Levesque et Jérôme Dubé formant quorum sous la présidence de M. Jules Soucy, maire.

Le secrétaire-trésorier/directeur général assiste également à la réunion.

RS-01-22

Lecture et adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Linda Levesque
et résolu

d'accepter l'ordre du jour tout en laissant le divers ouvert.

Adoptée à l'unanimité

RS-02-22

Adoption des procès-verbaux des dernières réunions

Il est proposé par Jean-Noël Moreau
que le procès-verbal de la réunion du 7 décembre 2021 soit accepté tel que rédigé

Il est proposé par Sébastien Thériault
que le procès-verbal de la réunion spéciale du 15 décembre 2021 soit accepté tel que rédigé

Il est proposé par Jérôme Dubé
que le procès-verbal de la réunion extraordinaire du 15 décembre 2021 soit accepté tel que rédigé

Conciliation bancaire

La conciliation bancaire démontre un solde au 31-12-2021 de 31,480.93 au compte courant.

Période de questions

Aucune question

RS-03-22

Approbation des comptes

Il est proposé par Linda Levesque
et résolu
d'accepter les comptes ci-dessous décrits
:

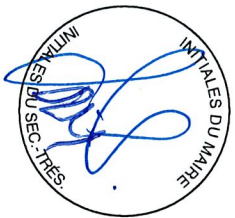
#LISTE COMPTE À PAYER janvier 2022

1. L'Arsenal	404.71
2. ARÉO-FEU	709.97
3. Bell Service Affaire, bureau, pompier	393.16
4. Bell Mobilité	40.22



No de résolution
ou annotation

5. BMR : Fournitures	357.12
6. Carrefour du Camion : Pièces camion	63.16
7. P. Beaulieu Électrique	713.79
8. R.I.D.T (vidange d'installations septiques)	260.00
9. Petite caisse : Frais de poste, Informateur, divers	656.45
10. Pétrole Larochelle	7,736.99
11. Jean C. Dupont	76.64
12. Peterbilt (inspection camion service call)	398.79
13. Hydro Québec (centre communautaire)	1,877.73
14. Pièces Témis	128.44
15. C.S.S du Fleuve et des Lacs (technicien)	187.38
16. Danny M. Dubé	108.85
17. Martin Bastille (tubing second pour pompier)	286.54
18. Eau Douce (service préventif)	382.46
17 Servitech (honoraire professionnels rôle d'évaluation)	8,957.55
18 Denis Moreau (Walmart tablette)	402.48
19 Denis Moreau (Hôtel 1212 repas de Noël)	1,801.20
20 Buropro Citation Mon buro	75.47
21 Plomberie G.M. enr	693.53
22 Commerçant de la Chaudière	15.40
23 MacPek	81.59
24 René-Claude Ouellet	235.70
25 Hydro Québec	5,935.01
26 Denis Moreau (frais déplacement)	387.84
27. Étienne Moreau (achat pour patinoire)	59.01
28 Buropro Citation (Les Service Kopliab	146.33
29 Usinage Industriel Degelis	25.00
30 Guy Morin (réparation chalet communautaire)	152.05
31 Les Arts Dufort (cadeaux pour le maire, conseiller, chef pompier)	64.34
32 Simetech Environnement	2,796.91
33 Docteur Phone (étui de protection, fil de charge)	101.12
34 Centre de l'aspirateur LaFontaine	310.38
35 SAAQ (immatriculation)	301.87
36 Stéphanie Bossé (arrangement & confection fleurs)	1,100.00
Total	<u>38,436.67</u>
37. Guy Morin (location terrain pour virer)	28.74
38 Pieces Témis (fourniture garage)	486.54
39..PG Solution (contrat & soutien, MegaGest)	10,501.24
40..Carefour du camion	452.67
41 FQDM (formation Linda, Sébastien, Jérôme)	513.93
42..Réseau Information Municipale (abonnement)	189.71
43..Chambre de commerce de Témiscouata(cotisation 2021-2022)	200.00
44..C.R.S.B. (cotisation)	3,712.77
45..Hydro Québec (éclairage public, panneau)	183.87
46..Pétrole J Larochelle	1,552.97
47..Multimages.ca (Camping frais annuel)	390.92
48..Novo(frais de gestion & fonds de défense)	1,391.95
49..FQM Assurances (camion-citerne Freightliner 2010)	904.70
50..FQM Assurance	25,332.69
Total	<u>45,842.70</u>
Total à payer	<u>84,279.37</u>
51.Épicerie 4 Sous (épicerie, jus, verre foam)	36.17
52..Coopérative service pétroliers	776.78
53..Plomberie G.M.	79.33
54..Hydro Québec (centre communautaire)	2,238.30



No de résolution
ou annotation

55..Bell Mobilité	41.09
56..Caureq (répartition incendie annuelle)	269.10
57..Jean-Noël Moreau (frais de déplacement)	37.80
58..Éditions juridiques	81.59
60..R.I.D.T	7,455.00
Total	<u>11,015.16</u>
Grand total	95,294.53
61..Xavier Labrie	3,250.00
Grand Total	98,544.53

Déclaration du directeur général sur l'objet, la portée et le coût du règlement 329-2021

Le Directeur général déclare que le règlement 329-2021 amende le règlement 319-2020, décrétant de nouveaux tarifs pour le ramassage, la disposition et le recyclage des matières résiduelles. La taxe de vidange passe de 136 \$ à 130 \$ et la taxe sur le recyclage de 67 \$ à 96 \$.

RS-04-22

Adoption du règlement 329-2021

Il est proposé par Yves Lebel
et résolu

que l Conseil municipal de la paroisse de Packington adopte le règlement 329-2021, amendant le règlement 319-2020, décrétant de nouveaux tarifs pour le ramassage, la disposition et le recyclage des matières résiduelles sur le territoire de Packington et dont copie est ci-dessous reproduit :

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE PACKINGTON



**RÈGLEMENT NUMÉRO : 329-2021
AMENDEMENT AU RÈGLEMENT 319-2020, DÉCRÉTANT DE NOUVEAUX
TARIFS POUR LE RAMASSAGE, LA DISPOSITION ET LE RECYCLAGE DES
MATIÈRES RÉSIDUELLES SUR LE TERRITOIRE DE PACKINGTON**

ATTENDU QU' il y a lieu de réviser le coût de facturation;

ATTENDU QU' avis de motion a été donné à la séance ordinaire du 15 décembre 2021.

EN CONSÉQUENCE

Le Conseil municipal de la paroisse de Packington ordonne et statue par le présent règlement ce qui suit, à savoir;

1) Le Conseil de la paroisse de Packington fixe le tarif de ramassage et de dispositions des matières résiduelles selon les catégories suivantes :

1. Chalet saisonnier	80.00
2. Résidence, logement ou chalet habité à l'année	130.00
3. Ferme avec résidence	195.00

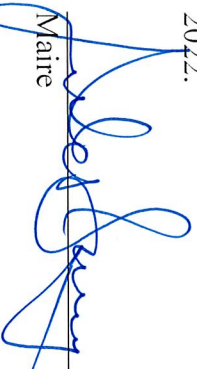


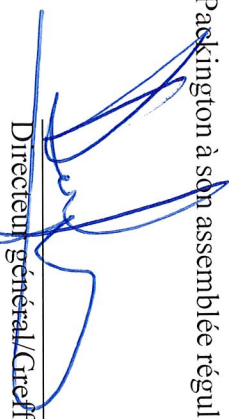
No de résolution
ou annotation

4. Caisse populaire, bureau de poste, atelier & autres maisons d'affaires 130.00
5. Salon de coiffure, d'esthétique et bureau d'affaire à même la résidence principale du propriétaire 65.00
6. Dépanneur (avec ou sans bière), épicerie (licencié ou non), restaurant et autres non désignés 260.00
- 2) Le Conseil de la paroisse de Packington fixe le tarif pour le recyclage de matières résiduelles selon les catégories suivantes :
 1. Chalet saisonnier 48.00
 2. Résidence, logement ou chalet habité à l'année 96.00
 3. Ferme avec résidence 144.00
 4. Caisse populaire, bureau de poste, atelier et autre maison d'affaires 96.00
 5. Salon de coiffure, d'esthétique et bureau d'affaire à même la résidence principale du propriétaire 48.00
 6. Dépanneur (avec ou sans bière), épicerie (licencié ou non), restaurant et autres non désignés 192.00
- 3) Il est entendu que dans le cas de locataires, la taxe sera payable et facturée au propriétaire.
- 4) Ces comptes ainsi expédiés seront pour l'année commençant le 1^{er} janvier 2022.
- 5) Ces comptes porteront intérêts 30 jours après l'envoi des comptes tout comme tout autre compte de taxes.
- 6) La somme des montants ainsi perçue servira au paiement des dépenses encourues pour effectuer le service de ramassage, de disposition et de recyclage des matières résiduelles.
- 7) Ces tarifs seront sujets à changement, selon le budget d'opération établi au début de chaque année.
- 8) Le règlement 319-2020 de la Paroisse de Packington est par les présentes abrogé; cependant, cette abrogation ne doit pas être interprétée comme affectant aucune matière ou chose faite ou devant être faite en vertu des dispositions ainsi abrogées.

Ce règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

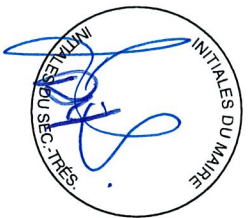
Adopté par le Conseil municipal de Packington à son assemblée régulière du 18 janvier 2022.


Maire


Directeur général/Greffier

Déclaration du directeur général sur l'objet, la portée et le coût du règlement 330-2021

Le Directeur général déclare que le règlement 330-2021 amende le règlement 321-2021, décrétant de nouveaux tarifs pour la compensation pour la vidange des fosses septiques et des puits. La taxe de passe de 100 \$ à 103 et le coût pour une



RS-05-22

Adoption du règlement 330-2021

vidange supplémentaire hors cédule est fixé à 260 \$.

Il est proposé par Guillaume Morin
et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de Packington adopte le règlement 330-2
décrétant de nouveaux tarifs pour la compensation pour la vidange des fosses
septiques et des puisards et dont copie est ci-dessous reproduit :

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE PACKINGTON



RÈGLEMENT NO 330-2021

AMENDEMENT AU RÈGLEMENT 321-2021, DÉCRÉTANT DE NOUVEAUX
TARIFS POUR LA COMPENSATION POUR LA VIDANGE DES FOSSES
SEPTIQUES ET DES PUISARDS

ATTENDU QU' il y a lieu de réviser le tarif de compensation pour le service de
vidange des fosses septiques et des puisards;

ATTENDU QU' également qu'il y a lieu de prévoir les modalités de paiement;

ATTENDU QU' un avis de motion a été donné à la séance régulière du 15
décembre 2021.

EN CONSÉQUENCE, le Conseil ordonne et statue par le présent règlement ce qui
suit :

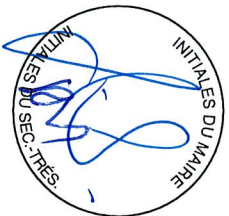
ARTICLE 1 : Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

ARTICLE 2 : Le tarif de compensation pour le service de transport
vidange et traitement des boues des fosses septiques e,
puisards ainsi que l'étude environnementale des résidences
isolées du territoire de Packington est de 103.00 \$.

ARTICLE 3 : Le tarif de compensation pour le service de transport,
vidange et traitement des boues des fosses septiques et des
puisards ainsi que l'étude environnementale des chalets isolés
du territoire de Packington est de 51.50 \$.

ARTICLE 4 : La compensation décrétée en vertu de l'article 2 et 3 soit payable
par le propriétaire de la résidence et du chalet en même temps
et suivant les mêmes modalités que la taxe foncière.

ARTICLE 5 : À compter de l'année financière 2017, une taxe de service
complémentaire sera chargé et payable par le propriétaire de la
résidence isolée, du chalet ou de tout autre bâtiment
raccordé à un système d'égout municipal, à chaque fois q
propriétaire demandera une vidange d'installation septique
supplémentaire (c'est-à-dire celle non prévue dans la
planification des deux (2) ans ou quatre (4) ans et qu'il n'
pas acquittée en totalité la facture de la Régie Intercommun,
des déchets de Témiscouata (RIDT) dans les 60 jours de sa
réception. Les tarifs pour l'année financière 2022 sont : 260 \$



No de résolution
ou annotation

par fosse vidangée et 46 \$ par m³ si le volume vidangé dépasse 6.9 m³.

Les compensations décrétées par le présent article sont payables par le propriétaire de la résidence isolée, du chalet ou de tout autre bâtiment non raccordé à un système d'égouts municipal en même temps et suivant les mêmes modalités que la taxe foncière.

ARTICLE 6 : Ces tarifs seront sujets à changement, selon le budget d'opération établi au début de chaque année.

ARTICLE 7 : Le règlement 321-2021 de la paroisse de Packington est par les présentes abrogé. Cependant, cette abrogation ne doit pas être interprétée comme affectant aucune matière ou chose faite ou devant être faite en vertu des dispositions ainsi abrogées.

ARTICLE 8 : Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Adopté par le Conseil municipal à son assemblée régulière du 18 janvier 2022.

Maire

Directeur général / Greffier

RS-06-22

Taux d'augmentation des salaires des cols blanc, des pompiers et des membres du conseil

Il est proposé; par Jean-Noël Moreau
et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de Packington accorde un taux d'augmentation à l'ensemble des employés cols blanc, des pompiers et de sa rémunération de 2.5% pour la prochaine année.

Adoptée à l'unanimité

RS-07-22

Chemin privé : Tarif 2022

Considérant l'augmentation des coûts du carburant et des autres frais inhérents, le Conseil juge nécessaire de modifier le tarif pour l'ouverture de la route du Lac-Légaré, appartenant pour 0.70 km au Domaine du Lac-Légaré;

Après délibération,
il est proposé par Yves Lebel
et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de Packington fixe à 2,662 \$ le tarif pour l'entretien de 0.70 kilomètre de chemin appartenant au Domaine du Lac-Légaré pour l'année 2022.

Adoptée à l'unanimité

RS-08-22

**Programme de soutien pour l'ensemencement des lacs et des cours d'eau 2022:
Demande de subvention – Volet ensemencement estival et Pêche en herbe**

Il est proposé par Jérôme Dubé
et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de Packington autorise M. Denis Clermont à présenter une demande de subvention dans le cadre du programme de soutien pour l'ensemencement des lacs et des cours d'eau 2022-2023 dans le volet ensemencement estival ainsi que dans le programme Pêche en herbe de la Fondation de la faune du Québec (FFQ).

Que Denis Clermont est autorisé à signer pour et au nom de la municipalité tous les documents se rapportant à ce programme.

Que le Conseil municipal de la paroisse de Packington accepte la responsabilité de ce projet dans l'éventualité que le projet soumis soit subventionné.

Adopté à l'unanimité

RS-09-22

Camping : Tarif 2022

Il est proposé par Sébastien Thériault
et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de approuve le nouveau tarif pour les saisonniers et maintient les mêmes tarifs pour les autres terrains et dont copie est annexée aux archives de la corporation.

Adoptée à l'unanimité

Dépôt du registre public de déclaration faite par un des membres du conseil en vertu de l'article 6, alinéa 2 de la loi sur l'éthique

Le Directeur général informe le conseil qu'il n'y a eu aucun membre du conseil qui a fait de déclaration en vertu de l'article 6 alinéa 2 de la loi sur l'éthique.

RS-10-22

A.P.E. Q. : Rendez-vous en sécurité civile

Le 26 février prochain à la salle Témiscouata, se tiendra le rendez-vous annuel en sécurité civile, sous le thème Comprendre et développer une stratégie de services aux personnes sinistrées. Des frais d'inscription de 340 \$ sont exigés pour cette activité.

En conséquence,

il est proposé par Jean-Noël Moreau
et résolu

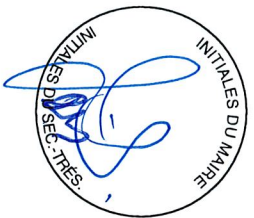
que le Conseil municipal de la paroisse de Packington autorise le coordonnateur des mesures d'urgence à cette formation sur la sécurité civile et autorise le paiement de l'inscription et des frais de déplacement du participant.

Adoptée à l'unanimité

RS-11-22

**CRÉATION D'UN FONDS RÉSERVÉ POUR LES DÉPENSES LIÉES À LA
TENUE D'UNE ÉLECTION**

CONSIDÉRANT l'entrée en vigueur, le 5 novembre 2021, de la *Loi modifiant la Loi*



No de résolution
ou annotation

Il est proposé par Jérôme Dubé
et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de Packington autorise M. Denis Clermont à présenter une demande de subvention dans le cadre du programme de soutien pour l'ensemencement des lacs et des cours d'eau 2022-2023 dans le volet ensemencement estival ainsi que dans le programme Pêche en herbe de la Fondation de la faune du Québec (FFQ).

Que Denis Clermont est autorisé à signer pour et au nom de la municipalité tous les documents se rapportant à ce programme.

Que le Conseil municipal de la paroisse de Packington accepte la responsabilité de ce projet dans l'éventualité que le projet soumis soit subventionné.

Adopté à l'unanimité

RS-09-22

Camping : Tarif 2022

Il est proposé par Sébastien Thériault
et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de approuve le nouveau tarif pour les saisonniers et maintient les mêmes tarifs pour les autres terrains et dont copie est annexée aux archives de la corporation.

Adoptée à l'unanimité

Dépôt du registre public de déclaration faite par un des membres du conseil en vertu de l'article 6, alinéa 2 de la loi sur l'éthique

Le Directeur général informe le conseil qu'il n'y a eu aucun membre du conseil qui a fait de déclaration en vertu de l'article 6 alinéa 2 de la loi sur l'éthique.

RS-10-22

A.P.E. Q. : Rendez-vous en sécurité civile

Le 26 février prochain à la salle Téniscouata, se tiendra le rendez-vous annuel en sécurité civile, sous le thème Comprendre et développer une stratégie de services aux personnes sinistrées. Des frais d'inscription de 340 \$ sont exigés pour cette activité.

En conséquence,
il est proposé par Jean-Noël Moreau
et résolu

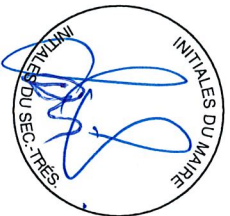
que le Conseil municipal de la paroisse de Packington autorise le coordonnateur des mesures d'urgence à cette formation sur la sécurité civile et autorise le paiement de l'inscription et des frais de déplacement du participant.

Adoptée à l'unanimité

RS-11-22

**CRÉATION D'UN FONDS RÉSERVÉ POUR LES DÉPENSES LIÉES À LA
TENUE D'UNE ÉLECTION**

CONSIDÉRANT l'entrée en vigueur, le 5 novembre 2021, de la *Loi modifiant la Loi*



No de résolution
ou annotation

sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie municipale et diverses dispositions législatives (LQ 2021, c. 31) (« P.L. 49 »);

CONSIDÉRANT qu'à compter du 1^{er} janvier 2022, les municipalités doivent constituer, conformément aux articles 278.1 et 278.2 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (LERM), un fonds réservé au financement des dépenses liées à la tenue d'une élection;

CONSIDÉRANT que le conseil verra, conformément à la loi, à affecter annuellement les sommes nécessaires à ce fonds pour la tenue de la prochaine élection générale;

En conséquence, il est proposé par Linda Levesque et résolu :

de créer un fonds réservé au financement des dépenses liées à la tenue d'une élection;

QUE ce fonds soit constitué des sommes affectées annuellement par le conseil, selon ce que prévoit l'article 278.2 LERM;

Adoptée à l'unanimité

RS-12-22

AFFECTATION D'UNE SOMME AU FONDS RÉSERVÉ POUR LES DÉPENSES LIÉES À LA TENUE D'UNE ÉLECTION

CONSIDÉRANT que, par sa résolution numéro 11-22, la Municipalité a, conformément à l'article 278.1 LERM, constitué un fonds réservé au financement des dépenses liées à la tenue d'une élection;

CONSIDÉRANT ainsi qu'en vertu de l'article 278.2 LERM, le conseil doit, après consultation du président d'élection, affecter annuellement au fonds les sommes nécessaires afin qu'il soit suffisant, l'année où doit être tenue la prochaine élection générale, pour pourvoir au coût de cette élection ;

CONSIDÉRANT que le coût de la prochaine élection générale est présumé au moins égal au coût de la dernière élection générale ou de celle précédant cette dernière, selon le plus élevé des deux, sous réserve des mesures particulières prévues à la loi pour l'élection générale de 2021 (qui ne doit pas être prise en compte);

CONSIDÉRANT que, conformément à la loi et après avoir consulté le président d'élection, le conseil affecte à ce fonds un montant de 1,800 \$;

En conséquence,
il est proposé par Jean-Noël Moreau
et résolu

D'AFFECTER au fonds réservé pour les dépenses liées à la tenue d'une élection un montant de 1,800 \$ pour l'exercice financier 2022 ;

QUE les fonds nécessaires à cette affectation soient puisés à même le fonds général de l'exercice.

Adoptée à l'unanimité

RS-13-22

**Réalisation complète de l'objet des règlements
(Annulation de plusieurs soldes résiduares dans une même résolution)**

ATTENDU QUE la municipalité de Packington a entièrement réalisé l'objet des règlements dont la liste apparaît à l'annexe, selon ce qui y était prévu.

ATTENDU QU'une partie de ces règlements a été financés de façon permanente;

ATTENDU QU'il existe pour chacun de ces règlements un solde non contracté du montant de l'emprunt approuvé par la Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et qui ne peut être utilisé à d'autres fins;

ATTENTU QUE le financement de ces soldes n'est pas requis et que ces soldes ne devraient plus apparaître dans les registres du Ministère

ATTENDU QU'il y a lieu, à cette fin, de modifier les règlements d'emprunt identifiés à l'annexe pour ajuster les montants de la dépense et de l'emprunt et, s'il y a lieu, approprier une subvention ou une somme provenant du fonds général de la municipalité.

Il est, par conséquent,

PROPOSÉ PAR : Yves Lebel

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE la Municipalité de Packington modifie les règlements identifiés à l'annexe de la façon suivante :

1. par le remplacement des montants de la dépense ou de l'emprunt par les montants indiqués sous les colonnes « nouveau montant de la dépense » et « nouveau montant de l'emprunt » de l'annexe;
2. par l'ajout d'une disposition prévoyant qu'aux fins d'acquitter une partie de la dépense, la Municipalité affecte de son fonds général la somme indiquée sous la colonne « Fonds général » de l'annexe;
3. par la modification de la disposition relative à l'affectation d'une subvention en vue d'y indiquer le montant apparaissant sous la colonne « subvention » de l'annexe. Les protocoles d'entente ci-joints sont réputés faire partie intégrante des règlements correspondants identifiés à l'annexe.

QUE la Municipalité Packington informe le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire que le pouvoir d'emprunt des règlements identifiés à l'annexe ne sera pas utilisé en totalité en raison des modifications apportées à ces règlements par la présente résolution et, le cas échéant, des quotes-parts versées par les promoteurs ou des sommes reçues des contribuables en un seul versement pour le paiement de leur part en capital. Les montants de ces appropriations apparaissent sous les colonnes « Promoteurs » et « Paiement comptant » de l'annexe

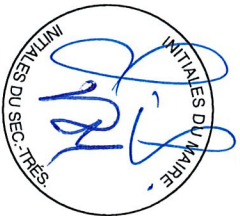
Que la Municipalité de Packington demande au Ministère d'annuler dans ses registres les soldes résiduaux mentionnés à l'annexe.

QU'une copie certifiée conforme de la présente résolution soit transmise au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONSIDÉRANT l'entrée en vigueur, le 5 novembre 2021, de la *Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie municipale et diverses dispositions législatives* (LQ 2021, c. 31) (« P.L. 49 »);

CONSIDÉRANT qu'à compter du 1^{er} janvier 2022, les municipalités doivent constituer, conformément aux articles 278.1 et 278.2 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (LERM), un fonds réservé au financement des dépenses liées à la tenue d'une élection;

CONSIDÉRANT que le conseil verra, conformément à la loi, à affecter annuellement les sommes nécessaires à ce fonds pour la tenue de



No de résolution
ou annotation

la prochaine élection générale;

En conséquence, il est proposé par
et résolu :

de créer un fonds réservé au financement des dépenses liées à la tenue d'une élection;

QUE ce fonds soit constitué des sommes affectées annuellement par le conseil, selon
ce que prévoit l'article 278.2 LERM;

Adoptée à l'unanimité

Avis de motion RG-331-2022

M. Jules Soucy maire donne avis de motion qu'à une séance subséquente, le
conseil municipal de la paroisse de Packington adoptera le règlement 331-2022
édicteant le code d'éthique et de déontologie des élus(es) municipaux.

**Présentation du projet de règlement 3321-2022 édicteant le code d'éthique et de
déontologie des élus(es) municipaux**

M. Jules Soucy, maire présente le projet de règlement 331-2022 ci-dessous
décrit

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE PACKINGTON**



PRG-331-2022

**PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 331-2022 ÉDICTEANT LE CODE
D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ÉLUS-ES MUNICIPAUX**

ATTENDU QUE le conseil de la Municipalité a adopté, le 5 mars 2018 le *règlement
numéro 295-2018 édicteant un Code d'éthique et de déontologie des élus-es*;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 13 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en
matière municipale* (RLRQ, c. E-15.1.0.1, ci-après : la « LEDMM »), toute
municipalité doit, avant le 1^{er} mars qui suit toute élection générale, adopter un code
d'éthique et de déontologie révisé qui remplace celui en vigueur, avec ou sans
modification;

ATTENDU QU'une élection générale s'est tenue le 7 novembre 2021;

ATTENDU l'entrée en vigueur, le 5 novembre 2021, de la *Loi modifiant la Loi sur
les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la
déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives* (LQ, 2021, c.
31), laquelle modifie le contenu obligatoire du Code d'éthique et de déontologie des
élus-es;

ATTENDU QU'il y a lieu, en conséquence, d'adopter un code d'éthique et de
déontologie des élus-es révisé;

ATTENDU QUE les formalités prévues à la LEDMM, pour l'adoption d'un tel code
révisé, ont été respectées;

ATTENDU QUE le maire mentionne que le présent règlement a pour objet de prévoir
les principales valeurs de la Municipalité en matière d'éthique et les règles
déontologiques qui doivent guider la conduite d'une personne à titre de membre du

conseil, d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou, en sa qualité de membre du conseil de la Municipalité, d'un autre organisme;

ATTENDU QUE la Municipalité, ce qui inclut les membres de son conseil, adhère explicitement aux valeurs en matière d'éthique et aux règles déontologiques prévues à la LEDMM ainsi que dans le présent Code ;

ATTENDU QUE l'éthique et la déontologie en matière municipale sont essentielles afin de maintenir le lien de confiance entre la Municipalité et les citoyens ;

ATTENDU QU'une conduite conforme à l'éthique et à la déontologie municipale doit demeurer une préoccupation constante des membres du conseil afin d'assurer aux citoyens une gestion transparente, prudente, diligente et intègre de la Municipalité incluant ses fonds publics ;

ATTENDU QU'en appliquant les valeurs en matière d'éthique et en respectant les règles déontologiques prévues à ce Code, chaque membre du conseil est à même de bien remplir son rôle en tant qu' élu municipal, d'assumer les responsabilités inhérentes à cette fonction et de répondre aux attentes des citoyens ;

ATTENDU QUE ce Code contient les obligations ainsi que les balises permettant d'orienter la conduite de chaque membre du conseil, tout en laissant le soin à ce dernier d'user de son jugement en fonction des valeurs y étant prévues ;

ATTENDU QUE ce Code vise à identifier, prévenir et éviter les situations de conflit d'intérêts ;

ATTENDU QUE tout manquement au Code peut entraîner des conséquences graves pour la Municipalité et les membres du conseil ;

ATTENDU QU'il incombe à chaque membre du conseil de respecter ce Code pour s'assurer de rencontrer des standards élevés d'éthique et de déontologie en matière municipale.

IL EST PROPOSÉ PAR _____
ET RÉSOLU :

D'ADOPTER LE RÈGLEMENT SUIVANT :

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 331-2022 ÉDICTANT LE CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ÉLUS·ES MUNICIPAUX

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

1.1 Le titre du présent règlement est : *Règlement numéro 331-2022 édictant le Code d'éthique et de déontologie des élus·es municipaux.*

1.2 Le préambule fait partie intégrante du présent Code.

1.3 Le Code ne se substitue pas aux lois et règlements en vigueur qui régissent la Municipalité et, de façon plus générale, le domaine municipal. Il est plutôt supplétif et complète les diverses obligations et les devoirs généraux applicables aux élus·es municipaux qui sont prévus dans les lois et les autres règlements applicables.

Ainsi, le Code ne doit pas être interprété comme permettant de déroger aux dispositions contenues dans les lois et règlements en vigueur qui régissent la

Municipalité, les élus·es municipaux et, de façon plus générale, le domaine municipal.

ARTICLE 2 : INTERPRÉTATION

2.1 Le présent Code doit être interprété selon les principes et les objectifs contenus à la LEDMM. Les règles prévues à cette loi sont réputées faire partie intégrante du présent Code et prévalent sur toute règle incompatible énoncée à ce Code.

2.2 Dans le présent Code, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

Avantage :

De nature pécuniaire ou non, constitue notamment un avantage tout cadeau, don, faveur, récompense, service, gratification, marque d'hospitalité, rémunération, rétribution, gain, indemnité, privilège, préférence, compensation, bénéfice, profit, avance, prêt, réduction, escompte, etc.

Code :

Le Règlement numéro 331-2022 édictant le Code d'éthique et de déontologie des élus·es municipaux.

Conseil :

Le conseil municipal de la Municipalité de Packington.

Déontologie :

Désigne l'ensemble des règles et des devoirs qui régissent la fonction des membres du conseil, leur conduite, les rapports entre ceux-ci ainsi que les relations avec les employés municipaux et le public en général.

Éthique :

Réfère à l'ensemble des principes moraux qui sont à la base de la conduite des membres du conseil. L'éthique tient compte des valeurs de la Municipalité.

Intérêt personnel :

Un tel intérêt est lié à la personne même de l'élu et il est distinct de celui de la collectivité qu'il représente.

Membre du conseil :

Élu·e de la Municipalité, un membre d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou membre du conseil d'un autre organisme municipal, lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du conseil de la Municipalité.

Municipalité :

La Municipalité de Packington.

Organisme municipal :

Le conseil, tout comité ou toute commission

- 1° D'un organisme que la loi déclare mandataire ou agent de la Municipalité ;
- 2° D'un organisme dont le conseil est composé majoritairement des membres du conseil, dont le budget est adopté par la Municipalité ou dont le financement est assuré pour plus de la moitié par celle-ci ;
- 3° D'un organisme public dont le conseil est composé majoritairement de membres du conseil de plusieurs municipalités ;

4°. De tout autre organisme déterminé par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

ARTICLE 3 : APPLICATION DU CODE

- 3.1 Le présent Code et plus particulièrement les règles énoncées dans celui-ci guident la conduite de tout membre du conseil.
- 3.2 Certaines règles prévues au présent Code s'appliquent également après le mandat de toute personne qui a été membre du conseil.

ARTICLE 4 : VALEURS

- 4.1 Principales valeurs de la Municipalité en matière d'éthique :

- 4.1.1 Intégrité des membres du conseil

L'intégrité implique de faire preuve de probité et d'une honnêteté au-dessus de tout soupçon.

- 4.1.2 Honneur rattaché aux fonctions de membre du conseil

L'honneur exige de rester digne des fonctions confiées par les citoyens.

- 4.1.3 Prudence dans la poursuite de l'intérêt public

La prudence commande à tout membre du conseil d'assumer ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe de façon objective et avec discernement. La prudence implique de se renseigner suffisamment, de réfléchir aux conséquences de ses actions et d'examiner les solutions alternatives.
L'intérêt public implique de prendre des décisions pour le plus grand bien de la collectivité et non à l'avantage d'intérêts privés ou personnels au détriment de l'intérêt public.

- 4.1.4 Respect et civilité envers les autres membres du conseil de la municipalité, les employés de celle-ci et les citoyens

De façon générale, le respect exige de traiter toutes les personnes avec égard et considération. La civilité implique de faire montre de courtoisie, politesse et de savoir-vivre.

- 4.1.5 Loyauté envers la Municipalité

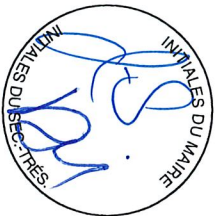
La loyauté demande de s'acquitter de ses fonctions dans le meilleur intérêt de la Municipalité, avec objectivité et indépendance d'esprit. Elle implique de faire abstraction de ses intérêts personnels et de les divulguer en toute transparence, conformément aux règles applicables. De plus, la loyauté implique de respecter les décisions prises par le conseil.

- 4.1.6 Recherche de l'équité

L'équité implique de faire preuve d'impartialité, soit avoir une conduite objective et indépendante, et de considérer les droits de chacun. L'équité exige de ne faire aucune discrimination.

- 4.2 Ces valeurs doivent guider les membres du conseil de la Municipalité dans l'appréciation des règles déontologiques qui leur sont applicables.

- 4.3 Lorsque des valeurs sont intégrées à l'article 5 du présent Code, celles-ci doivent, en plus de guider la conduite du membre du conseil, être respectées et appliquées par celui-ci.



No de résolution
ou annotation

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CONDUITE ET INTERDICTIONS

5.1 Les règles de conduite ont notamment pour objectif de prévenir :

5.1.1 Toute situation où l'intérêt personnel du membre du conseil peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions.

5.1.2 Le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

5.1.3 Toute inconduite portant atteinte à l'honneur et la dignité de la fonction d'élu municipal.

5.2 Règles de conduite et interdictions

5.2.1 Respect et civilité

- Plus particulièrement, tout membre du conseil doit :

a) Faire preuve de civilité et de courtoisie dans ses échanges et ses communications, incluant celles sur le Web et les médias sociaux;

b) Respecter la dignité et l'honneur des autres membres du conseil, des employés municipaux et des citoyens.

- Tout membre du conseil doit s'engager dans un dialogue franc et honnête avec les autres membres du conseil afin d'en arriver à une décision éclairée.

- Tout membre du conseil doit respecter le decorum lors d'une séance publique ou privée du conseil municipal. Notamment, le membre du conseil doit respecter les directives du président de l'assemblée.

- Dans ses communications avec les employés municipaux, les partenaires de la Municipalité, les citoyens, les médias et le public en général, le membre du conseil ne peut utiliser sa fonction ou son titre afin de laisser croire qu'il agit au nom de la Municipalité, sauf dans le cas où une résolution a dûment été adoptée à cet effet par le conseil municipal.

Cette interdiction ne s'applique toutefois pas au maire qui agit dans le cadre des pouvoirs spécifiques qui lui sont dévolus par la loi.

5.2.2 Le membre du conseil doit se conduire avec honneur.

Il est interdit à tout membre du conseil d'avoir une conduite portant atteinte à l'honneur et à la dignité de la fonction d'élu municipal.

5.2.3 Conflits d'intérêts

5.2.3.1 Il est interdit à tout membre du conseil d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

5.2.3.2 Il est interdit à tout membre du conseil de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

5.2.3.3 Il est interdit à tout membre du conseil de contrevenir aux articles 304 et 361 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2), sous

- 5.2.4 Réserve des exceptions prévues aux articles 305 et 362 de cette loi.
5.2.4 Réception ou sollicitation d'avantages

5.2.4.1 Il est interdit à tout membre du conseil de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position sur une question dont le conseil, un comité ou une commission dont il est membre peut être saisi.

5.2.4.2 Il est interdit à tout membre du conseil d'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui est offert par un fournisseur de biens ou de services ou qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.

5.2.4.3 Tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un membre du conseil municipal et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par l'article 5.2.4.2 doit, lorsque sa valeur excède 100\$, faire l'objet, dans les 30 jours de sa réception, d'une déclaration écrite par ce membre auprès du greffier-trésorier de la Municipalité.

Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception.

- 5.2.5 Le membre du conseil ne doit pas utiliser des ressources de la Municipalité

5.2.5.1 Il est interdit à tout membre du conseil d'utiliser des ressources de la Municipalité ou de tout autre organisme municipal au sens du présent Code à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions. Cette interdiction ne s'applique toutefois pas lorsqu'un membre du conseil utilise, à des conditions non préférentielles, une ressource mise généralement à la disposition des citoyens.

- 5.2.6 Renseignements privilégiés

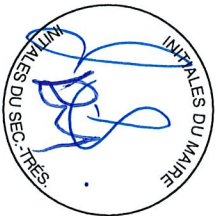
5.2.6.1 Il est interdit à tout membre du conseil d'utiliser, de communiquer ou de tenter d'utiliser ou de communiquer, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont généralement pas à la disposition du public pour favoriser ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne.

- 5.2.7 Après-mandat

5.2.7.1 Il est interdit à tout membre du conseil, dans les douze (12) mois qui suivent la fin de son mandat, d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction, de telle sorte que lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre du conseil de la Municipalité.

- 5.2.8 Annonce lors d'une activité de financement politique

5.2.8.1 Il est interdit à tout membre du conseil de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la Municipalité, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la municipalité



No de résolution
ou annotation

5.2.9 Ingérence

5.2.9.1 Un membre du conseil ne peut s'ingérer dans l'administration quotidienne de la Municipalité ou donner des directives aux employés municipaux, autrement qu'à l'occasion d'une prise de décision en séance publique du conseil municipal. Dans un tel cas, les directives sont mises en application auprès des employés municipaux par la direction générale.

Il est entendu que le membre du conseil qui est membre d'un comité, ou d'une commission formée par le conseil municipal ou qui est mandaté par le conseil municipal pour représenter la Municipalité dans un dossier particulier, peut toutefois devoir collaborer avec la direction générale et les employés municipaux. Cette collaboration est limitée au mandat lui ayant été attribué par le conseil municipal.

En aucun cas la présente disposition ne peut être appliquée ou interprétée de manière à limiter le droit de surveillance, d'investigation et de contrôle du maire lui étant dévolu en vertu de la loi.

5.2.9.2 Tout membre du conseil doit transmettre les plaintes qu'il reçoit au directeur général de la Municipalité qui fera le suivi approprié. Si les plaintes visent le directeur général, il les réfère au maire.

ARTICLE 6 : MÉCANISME D'APPLICATION, DE CONTRÔLE ET DE SANCTIONS

6.1 Les mécanismes d'application et de contrôle du présent Code sont ceux prévus à la LEDMM;

6.2 Un manquement à une règle prévue au présent Code, par un membre du conseil de la Municipalité, peut entraîner l'imposition des sanctions prévues à la LEDMM, soit :

6.2.1 la réprimande;

6.2.2 la participation à une formation sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, aux frais du membre du conseil, dans le délai prescrit par la Commission municipale du Québec;

6.2.3 la remise à la Municipalité, dans les 30 jours de la décision de la Commission municipale du Québec :

a) du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci;

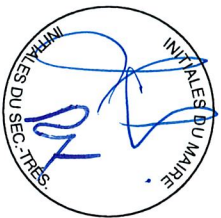
b) de tout profit retiré en contravention à une règle énoncée au présent code;

6.2.4 le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période que la Commission détermine, comme membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou d'un organisme;

6.2.5 une pénalité, d'un montant maximal de 4 000 \$, devant être payée à la Municipalité;

6.2.6 la suspension du membre du conseil pour une période dont la durée ne peut excéder 90 jours, cette suspension pouvant avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat s'il est réélu lors d'une élection tenue pendant sa suspension et que celle-ci n'est pas terminée le jour où débute son nouveau mandat.

Lorsqu'un membre du conseil est suspendu, il ne peut exercer aucune fonction liée à sa charge de maire ou de conseiller et, notamment, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la Municipalité ou, en sa qualité de membre du conseil de la Municipalité, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation ou toute autre somme de la Municipalité ou d'un tel organisme.



No de résolution
ou annotation

ARTICLE 7 : REMPLACEMENT

- 7.1 Le présent règlement remplace le *Règlement numéro 295-2018 édictant un code d'éthique et de déontologie des élus-es*, adopté le 5 mars 2018.
- 7.2 Toute mention ou référence à un code d'éthique et de déontologie des élus-es, que ce soit dans un règlement, une résolution, une politique, un contrat, etc., est réputée faire référence au présent règlement.

ARTICLE 8 : ENTRÉE EN VIGUEUR

- 8.1 Le présent règlement entre en vigueur conformément à loi.

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL MUNICIPAL, le _____ 2022

Maire	Directeur général
_____	_____

Hydro-Québec : Demande de relocalisation d'une ligne électrique dans l'emprise de la rue

Considérant que le Conseil a eu plusieurs demandes de citoyens à l'effet que la ligne d'Hydro-Québec passait sur leur terrain;

Considérant que cette ligne empêche les citoyens de jouir de l'ensemble de leur terrain, les obligeant à respecter la distance lors de construction, l'agrandissement de bâtiment principal et accessoires;

Considérant que cette ligne se situe sur des terrains en bordure du lac Méruimticook;

Considérant que cette situation empêche le développement optimal de la villégiature;

Considérant que le Conseil municipal trouve cette situation problématique et désire une solution durable;

En conséquence,

il est proposé par Sébastien Thériault et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de Packington demande à Hydro-Québec de relocaliser la ligne électrique entre le numéro civique 563, 5^e Rang Sud jusqu'au 601 du même rang en bordure de l'emprise du 5^e Rang Sud.

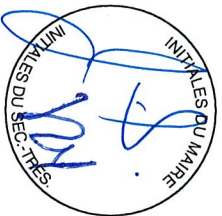
Adoptée à l'unanimité

RS-15-22

Entente de services de consultation juridique dite de première ligne

Il est proposé par Jean-Noël Moreau et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de Packington met fin à son entente avec DHC Avocats inc pour le service de consultations juridiques dite "Première ligne" à compter du 31 mai 2022.



No de résolution
ou annotation

RS-16-22

Que le Conseil accepte l'offre de Castonguay, société d'avocats pour le service de consultation juridiques pour consulter, sans nombre d'appels limités, un ou des avocats de la firme pour l'obtention d'opinions juridiques sommaires, ou encore pour valider, confirmer ou compléter des documents préparés par les officiers municipaux pour un montant forfaitaire de 300 \$ par année. Cette entente débutera à compter du 1 juin 2022 pour une durée d'un an.

Adoptée à l'unanimité

Trajectoire homme du KRTB : Demande d'appui

Il est proposé par Yves Lebel
et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de Packington appui le projet Un toit pour nous présenté par Trajectoires hommes du KRTB pour le dépôt d'une demande d'aide financière au FRR – Soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie à la MRC de Témiscouata. Ce projet vise à réaliser la mise en place du service d'hébergement de soutien et d'accompagnement pour les pères avec enfant(s) et les hommes du KRTB, vivant une situation difficile et momentanée, dans leur vie, d'ici l'automne 2022.

Adoptée à l'unanimité

RS-17-22

Semaine de relâche : 5^e Édition

COSMOSS Témiscouata, en collaboration avec Loisir et Sport du Bas-St-Laurent et les municipalités participantes, offre l'opportunité aux municipalités de participer à la planification de la semaine de relâche prévue du 5 au 13 mars prochain et de pouvoir offrir une programmation commune pour l'ensemble du territoire. Cette initiative a comme objectifs de faire découvrir nos municipalités et leur attrait. Faire bouger les familles et les jeunes à l'extérieur durant cette semaine. Démontrer à nos citoyens qu'on travaille ensemble pour faire des activités communes pour les gens du Témiscouata et encourager l'achat local.

Il est proposé par Jérôme Dubé
et résolu

que le Conseil municipal de la paroisse de Packington accepte de participer au regroupement pour l'organisation de la semaine de relâche et contribuera 50 \$ pour une partie des frais de graphisme, de concours et de promotion.

Adoptée à l'unanimité

RS-18-22

**SOUTIEN AUX DEMANDES DES PARTENAIRES DE LA TABLE DE
CONCERTATION SUR LA FORÊT PRIVÉE DU BAS-SAINT-LAURENT**

CONSIDÉRANT l'importance de la filière forestière pour le développement social et économique du Bas-Saint-Laurent et l'occupation dynamique de son territoire;

CONSIDÉRANT QUE le Bas-Saint-Laurent a toujours été un précurseur dans le déploiement de stratégies d'aménagement sylvicoles novatrices et performantes qui ont largement contribué à la prospérité économique du Québec;

CONSIDÉRANT QUE le Bas-Saint-Laurent compte 50 % de forêt privée sur son territoire et que cette dernière fournit en moyenne 20 % de la totalité des bois de forêt privée mobilisés au Québec à chaque année;

CONSIDÉRANT QUE ces forêts privées sont réparties sur l'ensemble du territoire qui couvre huit MRC, comptant 114 municipalités, sur plus de 22 000 km²;

CONSIDÉRANT les impacts importants de l'épidémie de la tordeuse des bourgeons de l'épinette qui ravage les forêts du Bas-Saint-Laurent, alors que les superficies affectées ont crû de 23 % dans la dernière année, passant de 1 316 999 ha à 1 621 860 ha entre 2020 et 2021;

CONSIDÉRANT QUE dans la région du Bas-Saint-Laurent 79 % des superficies de forêts privées ont subi au moins une défoliation depuis 2012 et que d'importantes superficies ont atteint un seuil de défoliation cumulative montrant des signes de mortalité;

CONSIDÉRANT la concentration actuelle de l'épidémie dans les forêts de l'est de la région;

CONSIDÉRANT l'urgence d'intervenir dans les zones les plus touchées par l'épidémie pour récupérer les bois qui seraient autrement perdus et, conséquemment, d'engager une part de plus en plus importante des budgets d'aménagement pour effectuer cette récupération et la remise en production de ces sites;

CONSIDÉRANT QUE les sommes octroyées dans le cadre des programmes existants ne suffisent pas pour, à la fois et en même temps, récupérer et remettre en production les peuplements affectés et réaliser les autres travaux d'aménagement de la stratégie d'aménagement régional, à savoir les éclaircies commerciales de plantation et le jardinage des érablières;

CONSIDÉRANT QUE cette situation diminuera de façon drastique la capacité de mobilisation des bois au Bas-Saint-Laurent, puisque les volumes produits dans le cadre des travaux sylvicoles passeront de 813 253 m³ en 2019-2020 à 260 652 m³ en 2023-2024;

CONSIDÉRANT l'importance d'assurer un approvisionnement constant, prévisible, suffisant et de qualité aux industriels de la région;

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'aménagement représentent une part importante des activités économiques des producteurs, travailleurs et entrepreneurs forestiers de la région et que leur réduction entraîne déjà des pertes importantes pour eux;

CONSIDÉRANT QUE la diminution des activités d'aménagement a un effet démobilisateur sur les producteurs, la main-d'œuvre et les entrepreneurs forestiers, à un moment où il est primordial pour ce secteur de demeurer attractif et où le Bas-Saint-Laurent déploie un projet pilote unique au Québec sur la rémunération des travailleurs forestiers de 3,5 M\$ pour, justement, assurer la rétention et le recrutement de cette main-d'œuvre;

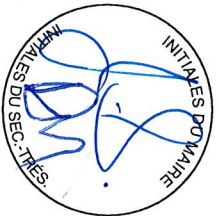
CONSIDÉRANT QUE, selon une étude réalisée en 2020 par la firme Price WaterhouseCooper, chaque dollar investi dans l'industrie forestière rapporte 150 % en taxes et redevances perçus par le gouvernement, tout en soutenant l'occupation dynamique du territoire;

CONSIDÉRANT la nécessité de maintenir les travaux d'aménagement de la forêt privée, malgré l'épidémie qui sévit, pour protéger les investissements faits

depuis 50 ans par l'État québécois;

CONSIDÉRANT QUE le Premier ministre du Québec a clairement indiqué sa volonté de maximiser l'impact économique de la filière forestière dans la stratégie de développement économique du Québec et que le manque de soutien financier pour optimiser la productivité de la forêt bas-laurentienne compromet l'atteinte des objectifs formulés par le gouvernement;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation des travaux d'aménagement prévus,



No de résolution
ou annotation

combinée à la récupération et la remise en production des peuplements affectés, permettraient d'accroître les volumes de bois mobilisés au Bas-Saint-Laurent et de transformer une situation critique en opportunité d'affaire;

CONSIDÉRANT QUE les partenaires de la Table de concertation sur la forêt privée du Bas- Saint-Laurent ont présenté des solutions chiffrées et concrètes pour redresser la situation et maximiser la contribution de la région à la stratégie nationale de production de bois;

CONSIDÉRANT QUE les partenaires de la Table de concertation sur la forêt privée du Bas- Saint-Laurent ont multiplié les démarches et les représentations auprès du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs sans obtenir de réponses satisfaisantes à leurs propositions;

Il est unanimement résolu, sur une proposition de Guillaume Morin et résolu, de :

Demander au gouvernement du Québec une aide immédiate de 2 millions de dollars pour consolider la filière forestière bas-laurentienne et réaliser un minimum de travaux d'aménagement en forêt privée en 2021-2022.

Demander au gouvernement du Québec une majoration moyenne de 4,7 M\$ du budget régional pour permettre la récupération et la remise en production des peuplements affectés, tout en maintenant les investissements dans les travaux d'aménagement pour les quatre années suivantes (2022-2023 à 2025-2026).

Demander au gouvernement du Québec d'inscrire la majoration du budget régional d'aménagement forestier en forêt privée au Bas-Saint-Laurent dans le prochain budget provincial.

Transmettre copie de la présente résolution au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs, M. Pierre Dufour, à la ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent, Mme Caroline Proulx, au Premier ministre du Québec, M. François Legault, aux députés provinciaux du Bas-Saint-Laurent, M. Pascal Bérubé, M. Harold Lebel, M. Denis Tardif et Mme Marie-Eve Proulx, à la Table régionale des élu(e)s municipaux du Bas-Saint-Laurent et aux partenaires de la Table de concertation sur la forêt privée du Bas-Saint-Laurent.

Adoptée à l'unanimité

M. le maire a assisté à Dégelis à une rencontre sur la protection des plans d'eau et l'installation de station de lavage avec M. Guillaume Chrétien, directeur général de L'OBV du fleuve St-Jean.

M. le maire donne un compte-rendu de la dernière réunion de la MRC de Témiscouata

M. Jérôme Dubé fait un résumé des dernières rencontre de la Commission des Loisirs

Levée de l'assemblée

M. Jules Soucy, maire propose la levée de l'assemblée à 20h56 en ZOOM